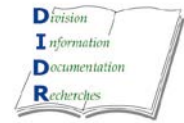


21/03/2018



La situation des minorités sexuelles et de genre

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Définitions et cadre juridique	3
1.1. Définitions.....	3
1.2. Cadre juridique	3
1.2.1. Les instruments internationaux adoptés et/ou ratifiés par le pays.....	3
1.2.2. Le cadre juridique national.....	4
2. Situation sociale	5
2.1. Attitude de la société	5
2.1.1. Perception générale	5
2.1.2. Attitude des médias	6
2.1.3. Position des personnalités publiques et religieuses	7
2.1.4. Violences et atteintes aux droits.....	9
2.2. Visibilité des minorités sexuelles et de genre	10
2.2.1. Lieux de rencontre.....	10
2.2.2. Associations et organisations	10
2.2.3. Manifestations.....	11
3. Attitude des autorités	12
3.1. Attitude des forces de l'ordre	12
3.2. Accès à la justice et application des lois	12
Bibliographie	14

Résumé : Si le code pénal sanctionne les discriminations en raison de l'orientation sexuelle depuis 2014, certaines personnes LGBT continuent à faire l'objet de discriminations, voire de violences et même de crimes. L'attitude de la société est partagée entre hostilité et tolérance. Les lieux de rencontre LGBT sont nombreux et très fréquentés, et la représentativité de la communauté s'est accrue y compris au niveau politique, avec l'apparition de premiers candidats se déclarant ouvertement homosexuels aux élections en 2016. La communauté a gagné en visibilité ces dernières années, en particulier depuis 2010, en raison d'un mouvement associatif très actif, qui organise notamment des marches des Fiertés LGBT chaque année depuis 2001, désormais non réprimées par les autorités.

Abstract: While the Criminal Code has sanctioned discrimination on the grounds of sexual orientation since 2014, some LGBT people continue to face discrimination, even violence and even crime. The attitude of society is divided between hostility and tolerance. LGBT meeting places are numerous and very busy, and the representativeness of the community has increased, including at the political level, with the appearance of first candidates declaring themselves openly homosexual in the elections in 2016. The community has gained visibility in recent years, especially since 2010, because of a very active associative movement, which organizes in particular LGBT Pride marches every year since 2001, now not repressed by the authorities.

Nota :

Le terme LGBT est celui utilisé pour désigner les minorités sexuelles et de genre dans cette note, dans la mesure où ce terme est celui utilisé dans chacune des sources correspondantes référencées en bibliographie.

Les traductions des sources en langue étrangère sont assurées par la DIDR.

**

1. Définitions et cadre juridique

1.1. Définitions

Le préambule des principes de Jogjakarta définit les concepts « identité de genre » et « orientation sexuelle » ; ces définitions sont reprises par le HCR¹ :

« L'orientation sexuelle est comprise comme faisant référence à la capacité de chacun de ressentir une profonde attirance émotionnelle, affective et sexuelle envers des individus du sexe opposé, de même sexe ou de plus d'un sexe, et d'entretenir des relations intimes et sexuelles avec ces individus. »

« L'identité de genre est comprise comme faisant référence à l'expérience intime et personnelle de son genre profondément vécue par chacun, qu'elle corresponde ou non au sexe assigné à la naissance, y compris la conscience personnelle du corps (qui peut impliquer, si consentie librement, une modification de l'apparence ou des fonctions corporelles par des moyens médicaux, chirurgicaux ou autres) et d'autres expressions du genre, y compris l'habillement, le discours et les manières de se conduire ».²

Dans la présente note, les « minorités sexuelles et de genre » sont les personnes considérées comme appartenant à une minorité sexuelle du fait de leur orientation sexuelle et/ou à une minorité de genre du fait de leur identité de genre.

1.2. Cadre juridique

1.2.1. Les instruments internationaux adoptés et/ou ratifiés par le pays

Conformément à l'article 26 de la Constitution dominicaine, la République dominicaine a ratifié ou adopté les textes internationaux suivants relatifs aux droits de l'homme et à la lutte contre les discriminations³ :

- *Déclaration universelle des droits de l'homme, 1948*
- *Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 1976*

¹ Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Principes directeurs sur la protection internationale N°9 : Demandes de statut de réfugié fondées sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre dans le contexte de l'article 1A(2) de la Convention de 1951 Convention et/ou son Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés*, HCR/GIP/12/01, 23 octobre 2012

² Les principes de Jogjakarta sur l'application du droit international des droits de l'homme en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre ont été élaborés par un groupe d'experts des droits de l'Homme en 2006. Ces définitions ont été reprises par le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme. Cf. Les principes de Jogjakarta, *Principes de Jogjakarta sur l'application de la législation internationale des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre, mars 2007*

³ Nations unies, Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, Statut des ratifications, consulté le 05/02/2018

- *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1976*
- *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, 1979*

Il convient de préciser que le comité de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a adopté une recommandation affirmant que « la discrimination envers les femmes en raison de leur genre et sexe est inextricablement liée à d'autres facteurs tels que l'identité de genre et l'orientation sexuelle. »⁴.

En adoptant/ratifiant ces textes, l'Etat s'engage à respecter au niveau national les droits de l'homme auxquels ils se réfèrent – qui s'appliquent à tous indistinctement, notamment, de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre – et/ou à respecter le principe de non-discrimination, principe consacré notamment par la Charte des Nations Unies.

1.2.2. Le cadre juridique national

En République dominicaine, les relations sexuelles entre personnes de même sexe sont légales (à l'exception des membres de certains corps de sécurité, voir *infra*) et l'âge de consentement fixé à 18 ans, indépendamment de l'orientation sexuelle⁵.

L'article 39 de la Constitution dominicaine interdit toute forme de discrimination bien qu'elle ne spécifie pas que celle-ci puisse avoir pour cause l'orientation sexuelle : « sans aucune discrimination de genre, de couleur, d'âge, d'handicap, de nationalité, de liens familiaux, de langue, de religion, d'opinion politique ou philosophique, de condition sociale ou personnelle. »⁶.

L'article 55 de la Constitution dominicaine se référant aux droits familiaux, demeuré ambigu jusqu'en 2010, ne reconnaît que les mariages et concubinages entre une femme et un homme⁷. Les unions entre personnes du même sexe ne sont donc pas reconnues.

L'article 182 (remplaçant l'article 261) du code pénal (loi 550-14) de 2014 interdit de façon explicite les discriminations en raison « de la préférence ou de l'orientation sexuelle » mais pas de l'identité de genre. Les discriminations sont punies d'un jour à un an d'emprisonnement⁸.

L'article 2 de la Loi générale sur la jeunesse de 2000 indique que l'objectif de la loi est de contribuer au développement holistique de la jeunesse sans considération de ses « genre, religion, idéaux politiques, race, ethnie, orientation sexuelle et nationalité. »⁹

Le chef de la police nationale, Manuel Castro Castillo, a déclaré publiquement en juin 2014 que la police ne pouvait accepter de personnes homosexuelles dans ses rangs en vertu de l'article 210 du code de justice de la police nationale (loi 285-66) qui dispose

⁴ Human Rights First, 12/2015.

⁵ GayLawNet, Laws : Dominican Republic, consulté le 02/02/2018.

⁶ République dominicaine, *Constitución Política de la República dominicana*, publiée dans la Gazette officielle n° 10561 du 26/01/2010.

⁷ *Ibid.*

⁸ République dominicaine, *Código penal de la República dominicana*, consulté le 12/02/2018.

⁹ République dominicaine, Congrès national, *Ley general de juventud*, consultée le 12/02/2018.

que : « La sodomie consiste en des relations sexuelles entre personnes de même sexe et sera sanctionnée quand celles-ci impliqueront des policiers [*oficiales*] par une peine de 6 mois à deux ans d'emprisonnement »¹⁰.

Un projet de loi dont un article interdisait la discrimination en raison de l'orientation sexuelle a été rejeté par le Congrès en raison de l'opposition à une de ses dispositions sur l'éducation sexuelle à l'école primaire. Le Dr Victor Terrero, directeur du Conseil national sur le VIH et le SIDA (CONAVIHSIDA), tente de coordonner les actions pour faire adopter une telle loi¹¹.

Malgré l'existence d'initiatives législatives en cours afin de protéger les personnes LGBT, les associations de défense des droits LGBT soulignent que l'absence de législation sanctionnant les crimes de haine demeure un problème, en raison de leur fréquence et de l'impunité dont bénéficient les auteurs de tels crimes¹².

2. Situation sociale

2.1. Attitude de la société

2.1.1. Perception générale

Une étude réalisée en 2010-2011 par le CONAVIHSIDA sur un échantillon de 12 500 hommes soutient que 4,5% des hommes sexuellement actifs en République dominicaine sont gays, transgenres ou ont des relations sexuelles avec des hommes¹³.

Selon un sondage (méthodologie non disponible) mené auprès de 1 972 personnes entre septembre et octobre 2004 par l'Institut national d'opinion publique (*Instituto Nacional de Opinión Pública*) de la Fondation globale pour la Démocratie et le Développement (*Fundación Global Democracia y Desarrollo*, FUNGLODE), une institution privée dominicaine, l'orientation sexuelle demeure un tabou sociétal. Le rapport de FUNGLODE indique que, sur l'échantillon de personnes interrogées, l'attitude envers la communauté homosexuelle oscillait entre une « tolérance accommodante » et une « intolérance complète ». 57,77% des 1 972 participants au sondage estiment que les organisations de défense des droits des personnes homosexuelles ne devraient pas avoir le droit d'opérer dans le pays. Ce sondage d'opinion est corroboré par un rapport du programme des Nations Unies sur le VIH et le SIDA qui indique que « l'homosexualité est fortement stigmatisée en République dominicaine ». En outre, selon l'Organisation Panaméricaine de la Santé, il n'y a pas suffisamment de ressources et de services disponibles pour les Dominicains homosexuels.¹⁴

¹⁰ Colectiva Mujer y Salud *et alii*, 09-10/2016, p. 9; *Ensegundos.do*, 12/06/2014 ; CAPELLAN Guillermo Peña, *Hoy digital*, 03/07/2015.

¹¹ LOPEZ Ezequiel Abiu, *Associated Press*, 28/03/2016.

¹² Fundación Comunidad Esperanza y Justicia Internacional (FUNCEJI), Informe de la Coalición LGBTTI (CLGBTTI) de la República Dominicana, consulté le 15/02/2018.

¹³ Fundación Global, Democracia y Desarrollo (FUNGLODE) et Observatorio Político Dominicano (OPD), 26/04/2015.

¹⁴ Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), 22/01/2007.

Plus récemment, selon un sondage Gallup-Hoy de 2014 (méthodologie non disponible), 73% des Dominicains estiment qu'il existe une discrimination à l'égard de la communauté LGBT.¹⁵ Cette information plus récente correspond aux observations du Département d'Etat américain qui estime, dans un rapport de 2016 sur la situation des droits de l'homme dans le pays en 2015, que le traitement réservé aux individus LGBT oscillait entre la « tolérance ambivalente » et « l'homophobie résolue ». En outre, la discrimination à l'égard de la communauté LGBT serait très répandue, surtout à l'égard des personnes transgenres et des personnes lesbiennes, dans les secteurs de l'accès aux soins, l'éducation, la justice et l'emploi. Parmi les formes de discrimination, les personnes LGBT sont fréquemment victimes d'intimidation, d'agression violente, de harcèlement et d'assassinats¹⁶.

2.1.2. Attitude des médias

La représentation médiatique de la communauté LGBT est longtemps demeurée imperceptible en raison de la censure morale, l'homosexualité étant uniquement l'objet de plaisanteries par le biais de personnages télévisuels féminisés, gays ou transgenres interprétés par des comédiens¹⁷.

Ainsi, le personnage de la Diva, créée par Carmen Elena Manrique puis interprété par José Manuel Rodríguez, est devenu un personnage comique particulièrement apprécié. Selon Rodríguez, il s'agit « d'un gay du peuple, que les gens connaissent dans leur quartier, qui est visible, qui détend, qui n'a pas honte de montrer sa préférence sexuelle ». En 2001, Miguel Alcántara crée le personnage de La Berny, incarnée par un acteur ouvertement gay, Tommy Castillo. Ce dernier campe un personnage très extravagant, disant ce qu'il pense indépendamment des conventions sociales et critiqué en raison de ses plaisanteries acerbes à propos de personnalités connues.¹⁸

L'Alliance gay et lesbienne contre la diffamation (*Gay & Lesbian Alliance Against Defamation*) a indiqué s'opposer à la représentation caricaturale, basée sur des stéréotypes et toujours dans une optique de moquerie des personnes LGBT. Inversement, Irving Alberti, qui campe le personnage gay de Darisho dans *Chévere Nights*, rapporte l'anecdote d'un spectateur : « Une fois quelqu'un m'a dit que cela pourrait être un mauvais exemple pour son fils, je lui ai répondu qu'il devait être un père très faible et très absent si je pouvais avoir ainsi plus d'influence que lui dans l'éducation de son fils »¹⁹. Pour leur part, ces acteurs, s'ils concèdent jouer sur les stéréotypes, estiment que ces personnages populaires favorisent la tolérance du public dominicain envers la communauté LGBT.

Au sein des médias, le traitement des problématiques LGBT par les journalistes pouvait s'avérer risqué. En décembre 2006, un journaliste dominicain a été renvoyé après avoir questionné le cardinal de Saint-Domingue sur ses critiques à propos du recrutement d'homosexuels par l'armée. Selon le journal *Diario Digital RD*, le président de l'Ordre des journalistes (*Colegio de Periodistas*) estime que les médias accordent trop d'attention aux homosexuels et que leur représentation télévisuelle envoie « un message négatif » aux enfants dominicains.²⁰ La situation serait néanmoins en train d'évoluer, le journal *Diario Libre* ayant publié une interview avec Randy Berry, un envoyé spécial des Etats-Unis sur

¹⁵ Acento, 15/09/2014.

¹⁶ Etats-Unis, Department of State, *2016 Country Reports on Human Rights Practices*; Human Rights Watch, *World Report 2016 – Dominican Republic*, 27/01/2017.

¹⁷ PERALTA Laura, *Listín Diario*, 16/11/2011.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), 22/01/2007.

la question des droits de l'homme des personnes LGBT²¹. Par ailleurs, de nombreux journaux ont couvert les dernières Marches des fiertés LGBT depuis 2015²². L'interview de longue durée de l'activiste Rosanna Marzan en août 2015 dans le programme télévisuel hebdomadaire *Ser Humano* sur les difficultés rencontrées par les personnes LGBT souligne l'importance des médias pour sensibiliser l'opinion du pays aux problématiques LGBT²³.

2.1.3. Position des personnalités publiques et religieuses

La communauté LGBT est régulièrement évoquée médiatiquement par des responsables politiques et religieux qui emploient une terminologie particulièrement péjorative. En effet, les personnes LGBT sont souvent désignées sous le terme « maricones » (un terme d'argot dépréciatif) par des personnalités s'exprimant publiquement à l'instar de l'ancien archevêque de Saint-Domingue, Mgr Nicolás de Jesús López Rodríguez²⁴.

Si la communauté LGBT demeure dénigrée par certains responsables politiques et religieux, sa représentativité, notamment dans la sphère politique, s'est considérablement accrue et normalisée. Son activisme a été notamment dynamisé par le soutien de diverses personnalités publiques, politiques, intellectuelles, et/ou issues de la société civile, qui ont pu lui exprimer leur soutien pendant les élections présidentielles de 2012 et 2016 et au cours des *Caravanas del Orgullo* (appellation locale pour les Marches de fierté LGBT).

En effet, les élections de 2016 ont vu se présenter les premiers candidats ouvertement homosexuels. Ainsi, Deivis Ventura, un militant LGBT et collaborateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a candidaté pour être député du Parti révolutionnaire moderne (*Partido revolucionario Moderno*) et du Mouvement citoyen de République Dominicaine (*Movimiento Ciudadano RD*)²⁵. Selon D. Ventura : « Il s'agit d'un moment important pour notre pays. [...] Le fait que nous avons des candidats ouvertement LGBT dans un parti politique important souligne le changement. » Un autre homme ouvertement homosexuel, Yimbert Telemin, a participé aux élections municipales de La Romana en mai 2016²⁶.

Les activistes LGBT dominicains estiment que ce changement sociétal est partiellement imputable à la présence de l'ancien ambassadeur des Etats Unis en République dominicaine, James Brewster, premier diplomate américain ouvertement homosexuel. Bien que celui-ci ait fait l'objet de critiques de la part de responsables religieux, sa nomination a représenté un geste important pour la communauté LGBT, comme l'évoque Victor Terrero (président du CONAVIHSIDA) : « La présence de l'ambassadeur a contribué à mettre fin à la stigmatisation. [...] Cela a montré d'une certaine manière que ce [l'homosexualité] n'est pas un péché et que ce n'est pas non plus quelque chose qui doit rendre fou. »²⁷

²¹ BATISTA Lisania, *Diario Libre*, 25/06/2015.

²² Human Rights First, 12/2015.

²³ *Ibid.*

²⁴ LONDOÑO Ernesto, *The New York Times*, 04/04/2016.

²⁵ VENTURA Deivis, Nations Unies, Programme des Nations Unies pour le développement, 14/12/2016.

²⁶ LOPEZ Ezequiel Abiu, *Associated Press*, 28/03/2016.

²⁷ *Ibid.*

La nomination de James Brewster a fait l'objet de controverses. Ainsi, le cardinal Nicolás de Jesús López Rodríguez a déclaré, au cours d'une conférence de presse en juin 2013, être horrifié que « Washington soit représenté par un *maricón* ». Mgr Pablo Cedano, un autre responsable religieux dominicain, a prédit de son côté que les Dominicains allaient faire céder James Brewster et qu'il ne resterait pas longtemps à ce poste. Celui-ci a immédiatement accueilli des activistes LGBT dominicains au sein de l'ambassade et a soutenu financièrement les organisations de défense des droits LGBT, comme en témoigne Marlene Bennedeck Dumont, une activiste des droits des personnes transgenres de Saint-Domingue : « L'arrivée de l'ambassadeur est la plus grande chose qui puisse nous arriver. Nous avons vu que le changement était possible et nous avons commencé à trouver des alliés. » Ce mouvement de soutien initié par James Brewster lui a attiré l'ire du cardinal López, estimant qu'il « devrait rester à la maison, car il est la femme d'un homme. » Ce commentaire a suscité une plainte du département d'Etat américain auprès du Vatican²⁸.

Par ailleurs, un collectif de représentants des Eglises évangélique et catholique s'est fermement opposé à l'action de J. Brewster par le biais d'un communiqué diffusé par les médias : « Nous exprimons notre plus énergique protestation contre l'intention du gouvernement nord-américain et des Nations unies de créer les conditions adéquates pour dépraver moralement nos adolescents dans les écoles en leur imposant des cours sur la sexualité qui ont pour texte de référence un manuel qui invite les petits garçons et petites filles à s'initier à des pratiques homosexuelles et lesbiennes dès les tout premiers cours de l'école secondaire. Ce projet de faire de nos adolescents des homosexuels précoces est un projet du gouvernement nord-américain mené par un homosexuel et représenté en République dominicaine par un autre homosexuel, promu au niveau international par les Nations unies et implanté localement par l'ONG appelée Profamilia (pro-famille ou contre-famille ?). Nous estimons que Monsieur l'ambassadeur Brewster et son équipe ne sont pas accrédités dans notre pays pour réaliser une sacro-sainte croisade pour l'homosexualité au sein de la population dominicaine, sinon qu'il s'agit de leurs attributs en tant que diplomates nord-américains »²⁹.

Outre James Brewster, la communauté LGBT fait régulièrement l'objet d'attaques et de critiques de la part de responsables religieux. Ainsi, le président du Conseil dominicain d'Union évangélique (*Consejo Dominicano de Unidad Evangélica*), le révérend Fidel Lorenzo Merán, a indiqué que la reconnaissance de mariages entre personnes de même sexe ne devrait pas bénéficier d'« une reconnaissance universelle imposée » par des intérêts allochtones et transnationaux ni être perçue comme « un symbole de progression en matière de droits humains »³⁰. Comme évoqué précédemment, le cardinal López s'est opposé au recrutement d'homosexuels par l'armée, indiquant que cela ferait « trembler ses fondations », ajoutant que « le sujet de l'homosexualité devrait demeurer dans les cercles où de telles choses sont pratiquées »³¹. Enfin, avant les élections générales de mai 2016, les Eglises catholique et évangélique ont publié des listes publiques de candidats qui soutenaient les droits des personnes LGBT tout en encourageant la population à ne pas voter pour eux³².

²⁸ *Ibid.*

²⁹ *Almomento*, 06/01/2016.

³⁰ *Diario Digital RD*, 27/06/2013

³¹ Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), 22/01/2007.

³² Etats-Unis, Department of State, 2016 *Country Reports on Human Rights Practices*.

2.1.4. Violences et atteintes aux droits

Les atteintes aux droits et violences à l'égard de la communauté LGBT et particulièrement des personnes transgenres sont toujours fréquentes. Parmi les nombreux faits rapportés, ces discriminations étaient nombreuses. La liste suivante ne saurait être exhaustive, mais se veut représentative de la variété des atteintes et violences à l'égard des personnes LGBT, tout en soulignant que les forces de l'ordre sont parfois auteurs desdites atteintes ou violences :

- Un article du journal *Digital Clave* évoque la fermeture en 2006 de deux lieux de rencontres homosexuelles, une discothèque et un bar, par la police, en raison de nuisances sonores, de l'âge non établi de personnes fréquentant ces lieux soupçonnées d'être mineures et de la réglementation concernant les heures d'ouverture. Ces établissements se trouvaient dans le quartier de La Zona à Saint-Domingue, où six d'entre eux étaient fréquentés par la communauté LGBT³³.
- En mai 2006, au cours de l'assemblée générale de l'Organisation des Etats américains (OEA), des milliers de personnes ont protesté contre le supposé agenda de l'OEA destiné à promouvoir les droits des personnes LGBT. Selon des ONG, des membres de la communauté LGBT ont également été victimes d'abus policiers, d'arrestations arbitraires, de violences et d'extorsions³⁴.
- Le 17 juin 2006, neuf membres de la communauté LGBT ont été appréhendés au parc Colón de Saint-Domingue et placés en détention. Au cours de celle-ci, ils auraient subi des humiliations et des mauvais traitements. Leur détention d'une journée a pris fin après l'intervention du bureau du procureur³⁵.
- Le 2 octobre 2006, 15 personnes ont été arrêtées par les forces de l'ordre dans le parc Duarte de Santo Domingo, un lieu de rassemblement de la communauté LGBT. Ces personnes ont été libérées 24 heures après leur arrestation, sans qu'aucune charge ne soit retenue contre elles³⁶.
- Entre 2006 et 2016, Human Rights Watch estime que 33 crimes de haine ont été commis envers des personnes LGBT³⁷. Un rapport d'*Alianza GTH*, une ONG dominicaine de défense des droits des personnes LGBT, faisait état de 18 homicides de personnes transgenres entre 2006 et mars 2012 dont un seul aurait fait l'objet d'une condamnation³⁸. L'ONG *Trans siempre amigas* (TRANSSA) estimait, le 6 juin 2017, que 37 crimes de haine avaient été perpétrés depuis 2006 contre des travailleuses sexuelles transsexuelles³⁹.
- Parmi ces crimes de haine, certains visent spécifiquement des personnes non seulement membres de la communauté LGBT, mais également militants d'ONG de défense des droits LGBT à l'instar de Jessica Rubí, une femme transsexuelle, militante de l'organisation *Trans Este Podemos Avanzar* (TEPA), assassinée en juin 2017⁴⁰ ou Luis La Mole Roco, membre de l'organisation *Voluntariado GLBT Dominicano*, assassiné en octobre 2016⁴¹.

³³ *Clave digital*, 19/06/2006.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ *Ibid.*

³⁶ Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), 22/01/2007.

³⁷ Human Rights First, 12/01/2016.

³⁸ Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), 12/07/2013.

³⁹ *Cristianos Gays*, 06/06/2017.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ *Cristianos Gays*, 24/10/2016.

Selon le directeur exécutif de TRANSSA, Cristián King, les personnes transgenres sont particulièrement ciblées par les violences en raison « de l'exclusion sociale dont elles sont victimes ». Une opinion partagée par l'Observatoire des droits humains pour les groupes vulnérables (*Observatorio de derechos humanos para grupos vulnerabilizados*) qui a recensé 17 cas de violences et de discriminations policières à l'égard de travailleuses sexuelles transgenres entre décembre 2013 et octobre 2014⁴².

Outre ces atteintes aux droits et ces violences, les personnes LGBT font face à des discriminations dans l'accès à l'emploi, à l'éducation, au logement et à la santé⁴³. Les personnes transgenres rencontrent des difficultés particulières dans l'accès aux soins médicaux, cessant souvent d'y recourir en raison des discriminations subies dans les centres de santé⁴⁴. Les personnes LGBT déposeraient rarement plainte, craignant les forces policières et l'impunité dont celles-ci bénéficient⁴⁵.

2.2. Visibilité des minorités sexuelles et de genre

2.2.1. Lieux de rencontre

Le site web *Gays Cruising* met à disposition une carte collaborative répertoriant les lieux de rencontres LGBT à Saint-Domingue⁴⁶.

La zone coloniale de Saint-Domingue qui inclut le parc Duarte, lieu de rassemblement informel LGBT, dispose également de bars gays : Jaydees disco bar, Bar Friends, Amazonia et Disco Cha. En dehors de la capitale, le bar Skrupulo et la discothèque Krash situés à Santiago sont fréquentés par une clientèle LGBT, la discothèque ayant même organisé des concours de « Miss Krash » avec des participants transgenres⁴⁷. Une liste non exhaustive de lieux de rencontres LGBT comprenant des hôtels, des bars et des restaurants a également été publiée par le site web *Angel Fire*⁴⁸.

Selon le blog d'une activiste LGBT péruvienne, la ville de Jarabacoa dans la province de La Vega dispose d'un hôtel situé dans une zone naturelle, appelé *Villa Passarela*, où les personnes LGBT peuvent passer des congés et vivre leur orientation sexuelle et identité de genre de manière ouverte sans être inquiétées⁴⁹.

2.2.2. Associations et organisations

Les associations et organisations militantes défendant les droits des personnes LGBT se sont avérées particulièrement actives ces dernières années. La communauté LGBT dominicaine est devenue progressivement très revendicative auprès de la classe politique pour identifier les situations dans lesquelles leurs droits seraient fragilisés et pousser l'Etat à adopter des politiques publiques afin d'y remédier.⁵⁰

⁴² Human Rights First, 12/2015.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ *Diario Digital RD*, 18/05/2018.

⁴⁵ Human Rights First, 12/01/2016.

⁴⁶ *Gays Cruising*, Cruising en Santo Domingo, Republica dominicana, consulté le 12/02/2018.

⁴⁷ Felices Vacaciones, Lugares gay-friendly y gay en Republica domonicana, 16/09/2013.

⁴⁸ *Angel Fire*, Nuestra Guia Gay, consulté le 18/02/2018.

⁴⁹ VARGAS Esther, *Sin Etiquetas*, 19/06/2015.

⁵⁰ Human Rights First, 12/01/2016.

Parmi les organisations LGBT dominicaines, les principales figurent ci-après :

- *Diversidad Dominicana* est un groupe organisant des ateliers et des dialogues sur la violence basée sur le genre, les droits de l'homme et la vulnérabilité des personnes LGBT.

- *Coordinadora Lésbica y de Hombres Trans* (COLEHT) encourage l'autonomie des lesbiennes, femmes bisexuelles et hommes transgenres. Avec *Diversidad Dominicana*, COLEHT est une des principales plateformes relayant la voix et les inquiétudes de la communauté LGBT sur un plan politique et médiatique.

- *Amigos Siempre Amigos* (ASA) fournit des services d'ordre médical et de conseil aux personnes LGBT. L'ONG agit principalement dans le domaine de la prévention du VIH. Elle dispose également d'un réseau de volontaires qui contribuent à informer les membres de la communauté LGBT de leurs droits⁵¹.

- Le *Centro de Orientación e Investigación Integral* (COIN) a pour mission d'améliorer la qualité de vie des groupes marginalisés de la société en fournissant une attention médicale aux membres de ces groupes, y compris les personnes LGBT.

- *Trans Siempre Amigas* (TRANSSA) informe les personnes transgenres dans le domaine de la santé et de la prévention du VIH et s'est diversifiée dans d'autres programmes d'autonomisation des personnes transgenres⁵².

- *La Comunidad de Trans-Travestis Trabajadoras Sexuales Dominicana* (COTRAVETD) est une association au service des travailleurs sexuels transgenres qui répond aux besoins psychosociaux et de santé de ces derniers.

Par ailleurs en 2016, une vingtaine de commerces, avec le soutien d'USAID, ont fondé la première chambre de commerce LGBT. Selon le président de cette chambre, Francisco Castillo : « Dix ans auparavant, nous n'en aurions jamais parlé. C'était même honteux de le mentionner [le sujet de l'homosexualité], nous préférons éviter le sujet. »⁵³.

2.2.3. Manifestations

Depuis 2001, la communauté LGBT dominicaine organise annuellement une Marche des fiertés LGBT intitulée *Caravana de Orgullo* incorporant des parades et des concerts de solidarité⁵⁴.

Plus de 300 personnes ont participé à une conférence co-organisée par *Diversidad Dominicana* (avec des partenaires internationaux) qui s'est tenue du 31 mars au 1^{er} avril 2017 et dont l'objectif était la promotion de l'engagement politique de la communauté LGBT. Parmi les intervenants figuraient la députée Jacqueline Montero, la directrice de *Diversidad Dominicana* Rosanna Marzan, et le Dr Victor Terrero, président du CONAVIHSIDA⁵⁵. Ayant pour thème « La démocratie pour l'égalité », la conférence a réuni plus de 200 responsables LGBT latino-américains et nord-américains autour d'ateliers, de débats et de présentations⁵⁶.

⁵¹ Red de Voluntarios Amigos Siempre Amigos (REVASA), consulté le 20/02/2018

⁵² Trans Siempre Amigas (TRANSSA), consulté le 20/02/2018.

⁵³ LOPEZ Ezequiel Abiu, *Associated Press*, 28/03/2016.

⁵⁴ Etats-Unis, Department of State, *2016 Country Reports on Human Rights Practices*.

⁵⁵ LAVERS Michael K., *Washington Blade*, 28/03/2017.

⁵⁶ *Diario Digital RD*, 27/03/2017.

3. Attitude des autorités

3.1. Attitude des forces de l'ordre

Un rapport publié en 2003 par le *think tank* de New York *World Policy Institute* indiquait que la police déstabilisait les efforts de la communauté LGBT pour s'organiser et promouvoir ses droits⁵⁷.

Outre des violences mentionnées par le rapport sur les droits de l'homme du Département d'Etat américain pour 2016⁵⁸, les autorités étaient responsables d'entraves à la liberté de réunion des personnes LGBT en rejetant ou retardant les demandes concernant l'organisation des Marches de fierté LGBT (*Caravana de Orgullo*) dans les années 2000. Des pressions avaient également été exercées en vue de substituer aux défilés des petites rencontres formelles ne nécessitant pas de permission préalable des autorités.⁵⁹

Ces marches sont désormais autorisées si elles sont préalablement déclarées par les associations organisatrices auprès des autorités. Ainsi, comme le relate sur son blog José Rafael Sosa à propos de la Marche de fierté LGBT organisée en 2010: « Un officier de police en charge des troupes *Politur* et *Anti-Motines* a poliment demandé aux organisateurs de lui montrer la permission officielle autorisant la marche et a été satisfait. Le rôle des agents était de faire une escorte à distance mais attentive. Parmi les policiers, des blagues ont été faites sur les « *moricones* ». Les policières, vêtues de costumes antimutins, souriaient plutôt avec discrétion dans une attitude qui faisait coïncider la surprise, le respect, leurs petits préjugés et même une certaine admiration pour la fierté des participants. »⁶⁰ Ces préjugés se sont néanmoins manifestés avec véhémence lors de la Marche de fierté LGBT organisée en 2012, quand un manifestant, Deivis de Jesús Ventura Peña, porteur du drapeau national, a été pris à partie par des policiers, qui estimaient que ce drapeau n'avait pas à figurer dans une telle manifestation.⁶¹

Le parc Duarte qui demeure un lieu de rencontres informel pour la communauté LGBT se situe dans la zone coloniale de Saint-Domingue. Dès lors, les activités des associations LGBT dans le parc sont soumises à l'approbation du Conseil communautaire du voisinage, un organisme ayant des liens avec l'Eglise catholique, connue pour ses opinions conservatrices sur les questions LGBT⁶².

Le directeur général de l'organisation *Amigos Siempre Amigos* (ASA) a indiqué que des rafles policières ciblaient fréquemment des personnes LGBT sans motif particulier outre que celles-ci feraient preuve d'« immoralité ». Les forces de l'ordre se livreraient également à des pratiques d'extorsion des personnes LGBT, notamment les personnes transsexuelles fréquemment contraintes d'être travailleuses sexuelles⁶³.

3.2. Accès à la justice et application des lois

Des ONG de protection des droits LGBT font état d'une réticence particulière des personnes LGBT à porter des accusations officielles ou à porter plainte de peur des

⁵⁷ Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), 22/01/2007.

⁵⁸ Etats-Unis, Department of State, *2016 Country Reports on Human Rights Practices*.

⁵⁹ Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), 12/07/2013.

⁶⁰ SOSA José Rafael, blog de l'auteur, 28/06/2010.

⁶¹ SOSA José Rafael, *El Nacional*, 03/07/2012.

⁶² Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), 12/07/2013.

⁶³ *Ibid.*; Etats Unis, Department of State, *2016 Country Reports on Human Rights Practices*.

humiliations et risques de représailles conséquents.⁶⁴ Selon les activistes et organisations LGBT, les crimes de haine demeurent impunis dans le système judiciaire dominicain. Selon Mónica Castro Ruíz, directrice de *Trans Este Podemos Avanzar*, « sur les 32 crimes de haine documentés contre la communauté trans, seuls deux d'entre eux ont fait l'objet de condamnations. »⁶⁵

⁶⁴ Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), 12/07/2013.

⁶⁵ *Acento*, 28/08/2015

Bibliographie

Sites web consultés de janvier à mars 2018

Textes législatifs

République dominicaine, *Constitución Política de la República dominicana*, publiée dans la Gazette officielle n° 10561 du 26/01/2010, <http://www.ifrc.org/docs/idrl/751ES.pdf>

République dominicaine, Police nationale, *Ley orgánica de la policía nacional n. 590-16*, consultée le 12/02/2018, http://www.policianacional.gob.do/wp-content/uploads/2017/02/ley_590-16_organica_PoliciaNacional.pdf

République dominicaine, Congrès national, *Ley general de juventud*, consultée le 12/02/2018, [http://www2.congreso.gob.do/sicr/cendocbib/con4_uibd.nsf/916D9BCF576F14E005257DB2006E2D79/\\$FILE/200710130014_4_2_0.pdf](http://www2.congreso.gob.do/sicr/cendocbib/con4_uibd.nsf/916D9BCF576F14E005257DB2006E2D79/$FILE/200710130014_4_2_0.pdf)

République dominicaine, Ministère de la santé publique, *Ley n 135-11*, consultée le 12/02/2018, http://www.msp.gob.do/oai/Documentos/Leyes/LEY_135-11_MarcoJuridicoVIHSida_20141008.pdf

République dominicaine, *Código penal de la República dominicana*, <https://oig.cepal.org/sites/default/files/251865974-ley-no-550-14-que-establece-el-codigo-penal-de-la-republica-dominicana.pdf>

Organisations internationales

Nations Unies, Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, Statut des ratifications, consulté le 05/02/2018, http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=52&Lang=EN

Nations Unies, Programme des Nations Unies pour le développement, Deivis Ventura : activista LGBT y colaborador del PNUD entre los 100 pensadores globales de 2016, 14/12/2016, http://www.do.undp.org/content/dominican_republic/es/home/presscenter/articles/2016/12/14/deivis-ventura-activista-lgbt-y-colaborador-del-pnud-entre-los-100-pensadores-globales-de-2016.html

Nations Unies, Assemblée générale, Conseil des droits de l'homme, Résolution A/HRC/RES/32/2, Protection contre la violence et la discrimination en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre, 30/06/2016, https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/HRC/RES/32/2&referer=http://www.ohchr.org/EN/Issues/Discrimination/Pages/LGBTUNResolutions.aspx&Lang=F

Nations Unies, Assemblée générale, Conseil des droits de l'homme, Résolution A/HRC/RES/27/32, *Droits de l'homme, orientation sexuelle et identité de genre*, 26 septembre 2014,

<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opedocpdf.pdf?reldoc=y&docid=55ed69354>

UNHCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), *Principes directeurs sur la protection internationale N°9 : Demandes de statut de réfugié fondées sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre dans le contexte de l'article 1A(2) de la Convention de 1951 Convention et/ou son Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés*, HCR/GIP/12/01, 23 octobre 2012

<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opedocpdf.pdf?reldoc=y&docid=52d8facd4>

Nations Unies, Assemblée générale, Conseil des droits de l'homme, Résolution A/HRC/RES/17/19, *Droits de l'homme, orientation sexuelle et identité de genre*, 14 juillet 2011,

<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opedocpdf.pdf?reldoc=y&docid=512f0c242>

Institutions nationales

Etats-Unis, Department of State, *2016 Country Reports on Human Rights Practices*,

<https://www.state.gov/documents/organization/265794.pdf>

Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), *République dominicaine : information sur la situation des minorités sexuelles et le traitement que leur réservent la société et les autorités, y compris les lois, l'aide qu'elles peuvent obtenir et la protection que leur offre l'Etat (2011 – juin 2013)*, 12/07/2013,

<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=527a3d414&skip=0&query=lgbt&coi=DOM>

Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), *Dominican republic: Treatment of homosexuals including protection offered by the state and the attitude of the population*, 22/01/2007, <http://www.refworld.org/docid/469cd6c8c.html>

Organisations non gouvernementales

Trans Siempre Amigas (TRANSSA), Site officiel, consulté le 20/02/2018,

<https://transsa.org/>

Red de Voluntarios Amigos Siempre Amigos (REVASA), Site officiel, consulté le 20/02/2018,

<http://revasa.org/>

Fundación Comunidad Esperanza y Justicia Internacional (FUNCEJI), Informe de la Coalición LGBTTI (CLGBTTI) de la República Dominicana, consulté le 15/02/2018,

<https://funceji.files.wordpress.com/2012/02/lgbt-final-con-logos-final.docx>

Freedom House, *Freedom in the World 2017: Dominican Republic*, consulté le 02/02/2018.

<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2017/dominican-republic>

Trans Siempre Amigas (TRANSSA), Lanzan dos protocolos para reducir crímenes de odio en República dominicana, 05/11/2017,

<https://transsa.org/2017/11/05/lanzan-dos-protocolos-para-reducir-crimenes-de-odio-en-republica-dominicana/>

Amnesty International, Dominican Republic 2016/2017, 22/02/2017,

<https://www.amnesty.org/en/countries/americas/dominican-republic/report-dominican-republic/>

Colectiva Mujer y Salud, Diversidad Dominicana, Fundación Comunidad Esperanza y Justicia Internacional, Red de Voluntarios de Amigos Siempre Amigos, Center for International Human Rights of Northwestern Pritzker School of Law, Northwestern University Heartland Alliance for Human Needs & Human Rights, Global Initiatives for Human Rights, "Violaciones a los derechos económicos, sociales y culturales a personas con diversas orientaciones sexuales e identidades de género en República Dominicana", 09-10/2016, rapport présenté à la 59^e session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies, 12 p.

<https://funceji.files.wordpress.com/2012/02/informe-al-cescr-onu-sobre-discriminacion-por-osig-en-repc3bablica-dominicana.pdf>

Human Rights Watch, World Report 2016 – Dominican Republic, 27/01/2017,

<https://www.hrw.org/world-report/2016/country-chapters/dominican-republic>

Human Rights First, Hope and backlash on LGBT human rights in the Dominican Republic, 20/01/2016,

<https://www.humanrightsfirst.org/blog/hope-and-backlash-lgbt-human-rights-dominican-republic>

Human Rights First, LGBT issues in the Dominican Republic, 12/01/2016,

<https://www.humanrightsfirst.org/resource/lgbt-issues-dominican-republic>

Human Rights First, Hope Will Prevail – Advancing the Human Rights of LGBT People in the Dominican Republic", 12/2015,

<http://www.humanrightsfirst.org/sites/default/files/HRFReportLGBTinDR.pdf>

Fundación Global, Democracia y Desarrollo (FUNGLODE), Observatorio Político Dominicano (OPD), La comunidad LGBT dominicana empieza a participar en política, 26/04/2015,

<http://www.opd.org.do/index.php/analisis-gobiernolocal/1958-la-comunidad-lgbt-dominicana-empieza-a-participar-en-politica>

Médias

Diario Digital RD, « Transexuales, los más discriminados en hospitales de RD » [« Les transsexuels sont les plus discriminés à l'hôpital »], 18/05/2018,

<https://diariodigital.com.do/2017/05/18/transexuales-los-mas-discriminados-hospitales-rd.html>

SOSA José Rafael, « Homosexuales expulsan uno alteró Bandera », *El Nacional*, 03/07/2012, <http://elnacional.com.do/homosexuales-expulsan-uno-altero-bandera/>

PERALTA Laura, « Personajes gays de humor entre risa, morbo y chisme » [« Les personnages gays dans la comédie, entre rire, morgue et ragots »], *Listín Diario*, 16/11/2011,

<https://listindiario.com/entretenimiento/2011/11/16/211037/personajes-gays-de-humor-entre-risa-morbo-y-chisme>

LAVERS Michael K., « Hundreds to attend LGBT conference in Dominican republic » [« Des centaines de personnes attendues à la conférence LGBT en République dominicaine »], *Washington Blade*, 28/03/2017,

<http://www.washingtonblade.com/2017/03/28/hundreds-attend-lgbt-conference-dominican-republic/>

Diario Digital RD, « República dominicana será sede del III encuentro de liderazgos políticos LGBTI » [« La République dominicaine accueillera la troisième édition de la Rencontre des leaderships politiques LGBTI »], 27/03/2017,

<https://diariodigital.com.do/2017/03/27/republica-dominicana-sera-sede-del-iii-encuentro-liderazgos-politicos-lgtbi.html>

El Día, « Víctor Terrero afirma 18 por ciento de personas transgéneros viven con VIH », [« Víctor Terrero affirme que 18% des personnes transgenres sont atteintes du VIH »], 21/09/2016,

<http://eldia.com.do/victor-terrero-afirma-18-por-ciento-de-personas-transgeneros-viven-con-vih/>

LONDOÑO Ernesto, « Gay Pride and Prejudice in Dominican Republic » [« Orgueils et préjugés gays en République dominicaine »], *The New York Times*, 04/04/2016,

<https://www.nytimes.com/2016/04/04/opinion/gay-pride-and-prejudice-in-dominican-republic.html>

LOPEZ Ezequiel Abiu, « Dominicans see LGBT rights advancing with gay US diplomat » [« Les droits LGBT progressent en République dominicaine avec un diplomate des États-Unis gay »], *Associated Press News*, 28/03/2016,

<https://apnews.com/871a6cdce9ff47b5a5bd5e152e88b77e/dominicans-see-lgbt-rights-advancing-gay-us-diplomat>

Almomento, « Religiosos e intelectuales piden Gobierno dominicano declare « no grato » al Embajador de EE.UU. » [« Des religieux et des intellectuels demandent au gouvernement dominicain de déclarer l'ambassadeur des États-Unis comme persona non grata »], 06/01/2016.

<http://almomento.net/religiosos-e-intelectuales-piden-gobierno-declarar-persona-no-grata-embajador-eu/169499/>

Acento, « De 32 crímenes de odio contra transexuales, sólo 2 han sido castigados » [« Sur 32 crimes de haine contre des transsexuels, seuls deux ont été punis »], 28/08/2015,

<https://acento.com.do/2015/actualidad/8278924-de-32-crimenes-de-odio-contra-transexuales-solo-2-han-sido-castigados/>

Guillermo Peña Capellán, « La discriminación a las personas LGBT en el nuevo Código Penal », [« La discrimination envers les personnes LGBT dans le nouveau Code pénal »], *Hoy digital*, 03/07/2015,

<http://hoy.com.do/la-discriminacion-a-las-personas-lgbt-en-el-nuevo-codigo-penal/>

BATISTA Lisania, « Soy abiertamente gay, me hace feliz hablar al respeto », [« La discrimination envers les personnes LGBT dans le nouveau Code pénal »], *Diario Libre*, 25/06/2015,

<https://www.diariolibre.com/noticias/soy-abiertamente-gay-me-hace-feliz-hablar-al-respecto-EBDL1210631>

Acento, « CEG-INTEC: resultados encuesta Gallup-HOY evidencian violencia contra la Mujer y crímenes de odio » [« CEG-INTEC: Les résultats d'un sondage Gallup-HOY soulignent les phénomènes de violence à l'égard des femmes et les crimes de haine »], 15/09/2014,

<https://acento.com.do/2014/actualidad/8174145-ceg-intec-resultados-encuesta-gallup-hoy-evidencian-violencia-contra-la-mujer-y-crimenes-de-odio/>

Ensegundos.do, « Castro Castillo dice que la Policía no permite homosexuales », 12/06/2014,

<https://ensegundos.do/2014/06/12/castro-castillo-dice-que-la-policia-no-permite-homosexuales/>

Diario Digital RD, « Evangélicos en contra de matrimonios entre homosexuales » [« Des évangéliques opposés aux mariages entre homosexuels »], 27/06/2013,

<https://diariodigital.com.do/2013/06/27/evangelicos-en-contra-de-matrimonios-entre-homosexualesbr.html>

Clave digital, « Batida contra los sitios gays », 19/06/2006,

<https://historiaglbtrd.wordpress.com/2015/11/20/batida-contra-los-sitios-gays-cierran-discoteca-arena-bar-punto-y-colmadon-omar-en-la-zona-colonial/>

Blogs et réseaux sociaux

« Hallan el cuerpo descuartizado de Jessica Rubi, mujer transexual, en Higüey (República Dominicana) », *Cristianos Gays*, 06/06/2017,

<http://www.cristianosgays.com/2017/06/06/hallan-cuerpo-descuartizado-de-un-transexual-en-higuey-republica-dominicana/>

« Encuentran el cuerpo sin vida de Luis La Mole Roco, degollado y enterrado en cemento en Santo Domingo Este », *Cristianos Gays*, 24/10/2016,

<http://www.cristianosgays.com/2016/10/24/encuentran-el-cuerpo-sin-vida-de-luis-la-mole-roco-degollado-y-enterrado-en-cemento-en-santo-domingo-este/>

VARGAS Esther, « Turismo LGBT: 5 razones para conocer este paraíso secreto de Republica dominicana », *Sin Etiquetas*, 19/06/2015,

<http://sinetiquetas.org/2015/06/19/turismo-lgbt-5-razones-para-conocer-este-paraíso-secreto-de-republica-dominicana/>

SOSA José Rafael, « Gays en SD, del acierto al error », blog de l'auteur, 28/06/2010,

<http://josersosa.blogspot.fr/2010/06/lo-gay-recorrio-la-capital.html>

Autres

Angel Fire, Nuestra Guia Gay, consulté le 18/02/2018,

<http://www.angelfire.com/pop/guiagay/stodmgoq.htm>

Equaldex, LGBT Rights in Dominican Republic, consulté le 12/02/2018,
<http://www.equaldex.com/region/dominican-republic>

GaysCruising, Cruising en Santo Domingo, Republica dominicana, consulté le 12/02/2018,
https://www.gays-cruising.com/es/santo_domingo/republica_dominicana

GayLawNet, Laws : Dominican Republic, consulté le 02/02/2018,
<http://www.gaylawnet.com/laws/do.htm>

Les principes de Jogjakarta, *Principes de Jogjakarta sur l'application de la législation internationale des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre*, mars 2007.

http://www.yogyakartaprinciples.org/wp/wp-content/uploads/2016/08/principles_fr.pdf

Felices Vacaciones, Lugares gay-friendly y gay en Republica dominicana, 16/09/2013,
<https://www.felicesvacaciones.es/blog/107-republica-dominicana-gay>